

Marché à Procédure Adaptée (MAPA)

MARCHE DE TRAVAUX

*Passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123 1, R.2123 1,
du Code de la Commande Publique.*

TRAVAUX DE VOIES VERTES ET LIAISONS
CYCLABLES INTER-BOURGS
SECTEUR ALBESTROFF - INSMING

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)

Attention le CCAP doit être daté, et signé

Table des matières

Article 1 - Contractant	3
Article 2 – Objet de la consultation	3
Article 3 – Étendue de la consultation.....	3
Article 4 – Obligations générales	3
Article 5 – Pièces contractuelles du marché.....	6
Article 6 – Protection de la main-d’œuvre et conditions de travail.....	6
Article 7 – Protection de l’environnement, sécurité et santé	6
Article 8 – Assurance	6
Article 9 – Prix du marché	7
Article 10 – Règlement des comptes	8
Article 11 – Clauses de financement et de sureté.....	9
Article 12 – Clause obligatoire d’insertion par l’activité économique.....	9
Article 13 – Durée du marché – Délai d’exécution	11
Article 14 – Pénalités	12
Article 15 – Matériaux et Produits	13
Article 16 – Implantation des ouvrages – Marquages Piquetages	14
Article 17 – Préparations des travaux.....	14
Article 18 – Etudes d’exécution	15
Article 19 – Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier	17
Article 20 – Dégradations et dommages	17
Article 21 – Réception	18
Article 22 – Résiliation du marché.....	18
Article 23 – Litige	18
Article 24 – Dérogations au CCAG Travaux	19
ANNEXE N°1 AU PRESENT CCAP - CLAUSE D’INSERTION SOCIALE	20

Article 1 - Contractant

Le présent marché, régi par le présent CCAP, est conclu entre :

Communauté de Communes du Saulnois

14 ter, place de la Saline

57170 CHÂTEAU-SALINS

Tél : 03.87.05.11.11

Mail : administration@cc-saulnois.fr

Personne habilitée à signer le marché : M. Jérôme END, Président.

Dénommé « Maître d'ouvrage » dans le présent CCAP

Et,

L'opérateur économique, désigné à l'article B1 de l'acte d'engagement, dénommé « Titulaire » dans le présent CCAP.

Article 2 – Objet de la consultation

La présente consultation concerne : des travaux de création de voies vertes et liaisons cyclables inter-bourgs.

Lieux d'exécution :

- Secteur Albestroff – Insming

Article 3 – Étendue de la consultation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123 1, R.2123 1 du Code de la Commande Publique.

Type de marché

Marché de travaux.

Mode de dévolution

Le marché n'est pas alloti.

Forme du marché

Le marché est ordinaire

Article 4 – Obligations générales

4.1 – Formes des notifications et informations

Toutes décisions faisant courir un délai ou engageant (juridiquement, économiquement) l'acheteur sont adressées :

- soit directement au titulaire, contre récépissé ;
- soit par courrier recommandé avec accusé de réception.
- soit via la plateforme du profil acheteur.

Il peut toutefois être dérogé à cette règle, après accord de chacun des intervenants, en ce qui concerne les documents et informations normaux d'exécutions du marché (Compte rendu de réunion, etc.) qui pourront être échangés par courriel, sous réserve de l'envoi d'un accusé de réception.

4.2 – Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

Il est fait application de l'article 3.2 du CCAG-Travaux.

4.3 – Intervenants

Représentation de l'acheteur

Le Maître d'ouvrage visé par le présent marché est représenté :

- Communauté de Communes du Saulnois : par M. le Président en exercice ou par une personne désignée.

Maîtrise d'œuvre

- BEREST
ZI Maisons Rouges
8, rue du Luxembourg – 57370 PHALSBURG

Contrôle Technique

Sans objet.

Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs

Sans Objet

Titulaire

Représentation du titulaire

Le titulaire est représenté par la(les) personne(s) physique(s) qu'il aura désignée(s) dès la notification du marché. Ce (ces) représentant(s) est (sont) réputé(s) disposer des pouvoirs suffisants pour prendre toutes décisions nécessaires engageant le titulaire.

Modification de situation du titulaire

Il est fait application de l'article 3.4.2 du CCAG-Travaux.

4.4 – Cotraitance

En cas de groupement d'entreprises la forme du groupement est conjointe avec mandataire solidaire. Le(s) montant(s) et la(les) prestation(s) exécutée(s) par le(s) cotraitant(s) est (sont) indiquée à l'article B2 de l'acte d'engagement.

4.5 – Sous-traitance

4.5.1 – Déclaration des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché conformément à l'article L. 2193-2 du Code de la Commande Publique à condition d'avoir obtenu, du Maître d'ouvrage, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant. Aucun commencement de travaux ne peut intervenir avant que le sous-traitant ait été accepté et ses conditions de paiement agréées.

En application des articles L2193-4 à L2193-9 du Code de la Commande Publique, le sous-traitant doit remplir les conditions prévues par ces articles et remettre les déclarations mentionnées.

La sous-traitance totale est formellement interdite.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire remet au Maître d'ouvrage (ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé de réception) au plus tard dix (10) jours calendaires avant le début des travaux, une déclaration de sous-traitance (imprimé DC 4) dûment remplie (indiquer les prestations et montants) et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant et accompagnée des attestations de régularité fiscale et sociale du sous-traitant.

4.5.2 – Responsabilité du titulaire envers l'acheteur et le sous-traitant

Le titulaire a recours à la sous-traitance sous sa responsabilité et demeure personnellement responsable de l'exécution devant le maître d'ouvrage de toutes les obligations de celui-ci (article 1er de la loi du 31 décembre 1975).

Le titulaire garantit que les contrats passés avec ses éventuels sous-traitants tiennent compte des obligations nées du présent accord cadre.

Il répond notamment des fautes ou malfaçons commises par son sous-traitant.

Le titulaire du marché reste intégralement tenu envers son sous-traitant qui n'aurait pas été agréé et il doit s'acquitter de ses obligations contractuelles, notamment financières à son égard.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation du marché sans indemnités.

4.5.3 – Contrôle de l'acte de sous-traitance

Le Maître d'ouvrage peut, s'il le souhaite, demander communication du contrat de sous-traitance au moment de la présentation du sous-traitant et en intégrer certains aspects dans l'acte spécial de sous-traitance.

4.6 – Ordre de service

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-Travaux, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au Maître d'œuvre ou au Maître d'ouvrage, dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de réception de celui-ci, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au Maître d'ouvrage.

4.7 – Lutte contre le travail dissimulé

Avant signature du contrat le titulaire devra remettre sous 10 jours les pièces prévues aux articles D. 8222-4 et D. 8222-5 du Code du Travail pour les entreprises établies en France, et D. 8222-6 à D. 8222-8 pour les entreprises établies à l'étranger.

Si le titulaire est dans l'incapacité de fournir ces pièces, ou si le Maître d'ouvrage est averti par l'agent de contrôle (ou un autre biais que celui-ci) conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail, alors l'acheteur mettra en demeure le titulaire de régulariser, dans un délai de 45 jours, sa situation. Passé ce délai si la situation litigieuse n'est toujours pas régularisée, le Maître d'ouvrage adressera un OS d'arrêt des travaux et pourra :

- Soit appliquer la pénalité prévue à l'article 11.2 (ci-dessous).
- Soit résilier le marché sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Article 5 – Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

5.1 – Pièces particulières

- L'acte d'engagement ;
- Le Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître de l'ouvrage fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître de l'ouvrage fait seule foi ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires ;
- Le Mémoire Technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

5.2 – Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document, non joint, est réputé connu du soumissionnaire ;
- Les lois, décrets et arrêtés, règlements et circulaires applicables aux travaux objet du présent accord cadre ;
- Les CCTG applicables aux travaux objet du présent marché ;
- Les DTU applicables aux travaux objet du présent marché ;
- Les Normes applicables aux travaux objet du présent marché ;

Article 6 – Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Il est fait application de l'article 6 du CCAG – Travaux.

Article 7 – Protection de l'environnement, sécurité et santé

Il est fait application de l'article 6 du CCAG – Travaux. En plus le titulaire fournira pendant la période de préparation, son SOGED ainsi que les moyens qu'il mettra en œuvre pour réduire au maximum les différentes nuisances dues aux travaux.

Article 8 – Assurance

Dispositions communes

Les opérateurs économiques doivent joindre à leur soumission une attestation, émanant de leur compagnie d'assurance, certifiant que les garanties mentionnées ci-dessous sont bien couvertes.

Sur simple demande de l'acheteur, le titulaire devra justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous-traitants. Il dispose d'un délai de dix jours après réception de la demande.

L'acheteur peut, en cas de non-respect par le titulaire des obligations prévues au présent article, résilier le marché pour faute du titulaire.

8.1 – Assurance de responsabilité civile

Le titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

8.2 – Assurance décennale

Le titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir la garantie des travaux :

- Voiries: la construction de voiries,
- Aménagements extérieurs : la réalisation de zones circulables, terrasses, etc.
- Poteaux, clôtures et soutènements : la construction jusqu'à 3 mètres.
- Espaces verts et maçonnerie complémentaire : l'aménagement paysager et les travaux associés.

Article 9 – Prix du marché

9.1 – Contenu des prix

Il est fait application de l'article 9.1 du CCAG-Travaux.

9.2 – Caractéristiques des prix

Les prestations seront réglées par application :

- De prix unitaires appliqués aux quantités de travaux réellement effectuées et de prix forfaitaires.

9.3 – Variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisibles suivant la formule ci-dessous

$$P = P0 (0,15 + 0,85 TP/TP0)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P0 Prix en vigueur indiqué dans le bordereau des prix établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (mois zéro) à la date de signature du contrat

TP = Indice TP08 Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurale et urbaine - Base 2010, publié au Moniteur des Travaux Publics, dernière valeur publiée au mois du jour de la révision du marché

TP0 = Indice TP08 Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurale et urbaine - Base 2010, publié au Moniteur des Travaux Publics dernière valeur publiée au mois de remise des offres (mois zéro)

Article 10 – Règlement des comptes

10.1 – Demande de paiement

La demande de Décompte et Acompte mensuel s'effectue en application de l'article 12 du CCAG – Travaux.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et adresse du créancier ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- Le numéro du marché ;
- Les travaux exécutés ;
- Le montant HT ;
- Le montant TTC ;
- La date de demande de paiement ou de la facture ;

Sous-traitant

Le règlement des comptes des sous-traitants est effectué conformément à l'article 136 du Décret 2016-360.

10.2 – Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception du projet de demande de paiement sur la plateforme de dématérialisation des factures.

En cas de demande de pièces justificatives par l'acheteur, lors de la présentation de la demande de paiement, le délai global est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

Le taux des intérêts moratoires applicable au présent marché est celui correspondant au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes augmenté de 8 points de pourcentage (en vigueur au 1er jour du semestre).

En cas de modification des coordonnées bancaires du titulaire en cours d'exécution du marché, celui-ci doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement au service des marchés publics et fournir le relevé d'identité bancaire correspondant.

10.3 – Facturation électronique

La facturation électronique est obligatoire pour le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct.

La transmission et la réception des factures sont effectués exclusivement sur le **portail de facturation CHORUS PRO de la CCS**.

Numéro de SIRET de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SAULNOIS : 24570120600147

Article 11 – Clauses de financement et de sureté

11.1 – Retenue de garantie

Il est fait application d'une retenue de garantie de **5%**.

Conformément à l'article L 2191-36 du Code de la Commande Publique. La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande, ou une caution personnelle et solidaire.

11.2 – Avance forfaitaire

Il fait application de l'option B de l'article 10.1 du CCAG Travaux. Le montant de l'avance est fixé à **5%** du montant total des travaux.

Le versement de cette avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande.

Le remboursement de l'avance s'effectue selon l'article R2191-11 du Code de la Commande Public.

Article 12 – Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Le Maître d'Ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique (ordonnance N° 2018-1074) du 26 novembre 2018 en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable au présent marché et précisée dans l'annexe 1 du présent CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières).

Toute entreprise qui se verra attribuer le marché, devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Attention, les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera déclarée non conforme au motif de non-respect du cahier des charges.

12.1 – Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Sont notamment concernés :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription) ;
- Les allocataires du revenu de solidarité active (RSA) ;
- Les allocataires de minima sociaux ;
- Les personnes reconnues travailleurs handicapés ;
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- Les jeunes de moins de 26 ans sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle ;

- Les personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE), les établissements publics d'insertion de la défense (EPIDE), les écoles de la 2e chance (E2C), les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle emploi, des Maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des Missions locales ou de CAP emploi...), et après validation par la Maison de l'Emploi du Sud Mosellan, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

12.2 – Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution du marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une entreprise de travail temporaire (ETT), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou d'une association intermédiaire (AI) ;
- 2ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché en CDD, CDI, contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage ;
- 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI).

12.3 – Le dispositif d'accompagnement des entreprises

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, la Communauté de Communes du Saulnois désigne en tant que Référent de la clause sociale, la Maison de l'Emploi du Sud Mosellan reconnue seul dispositif d'accompagnement des entreprises et de suivi de la bonne exécution de la clause d'insertion sur le Sud Mosellan. Les entreprises désireuses d'obtenir des informations doivent prendre contact avec :

MAISON de l'EMPLOI du SUD MOSELLAN

Monsieur Jean Da SILVA, Chargé de Mission Développement Emploi Clauses Sociales

11 rue Erckmann CHATRIAN – 57400 SARREBOURG

Téléphone : 06.40.32.78.73/03.87.07.05.20 – Email : jean.dasilva@mdesudmosellan.fr

12.4 – Les modalités de contrôle

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé. A la demande de la Maison de l'Emploi du Sud Mosellan, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités. En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, la Maison de l'Emploi du Sud

Mosellan désignée par maître d'ouvrage étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

12.5 – Bilan de la clause d'insertion sociale et de promotion de l'emploi et pénalités

A l'occasion de réunions de chantiers, des bilans intermédiaires seront réalisés, afin d'évaluer l'état d'avancement de la prise en compte de la clause d'insertion sociale et de promotion de l'emploi par l'entreprise (ses) titulaire (s).

Lors de la réception des travaux, un bilan final des opérations d'insertion sera dressé. La constatation par le maître d'ouvrage de la mauvaise exécution des conditions du marché par l'entreprise au regard de ses obligations en matière d'emploi entraînera une pénalité fixée à l'article 14.4.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entreprise subira une pénalité fixée à l'article 14.5.

Article 13 – Durée du marché – Délai d'exécution

13.1 – Durée du marché

La durée du présent marché est fixé à : huit (8) mois à compter de la notification du marché.

13.2 – Délai d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés par le titulaire dans l'acte d'engagement. Ils ne peuvent être supérieurs aux délais maximum imposés.

Période de préparation : 4 semaines

Travaux : 16 semaines

Le délai d'exécution de chaque phase part de la date de l'ordre de service de démarrage de la phase concernée.

13.3– Prolongation du délai d'exécution pour intempéries

Conformément à l'article 19.2.3 alinéa 1 du CCAG-Travaux et à l'article L5424-9 du code du travail, les intempéries, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, donnent lieu à une prolongation du délai d'exécution du nombre de jours correspondant à cet arrêt, diminué du nombre de jours d'intempéries prévisibles fixés éventuellement par le présent marché.

Conformément à l'article L5424-8 du code du travail sont considérées comme intempéries les conditions atmosphériques et les inondations lorsqu'elles rendent effectivement l'accomplissement du travail dangereux ou impossible à l'égard, soit de la santé ou de la sécurité des travailleurs ou de la technique du travail à accomplir.

C'est ainsi que le gel, le verglas, la pluie, la neige, les inondations et le grand vent ne sont des intempéries au sens de la loi que dans le cas où elles rendent réellement tout travail impossible ou dangereux et où elles provoquent sur le chantier même, un arrêt de travail imprévisible et inévitable. Pour décider d'un arrêt de travail du chantier, l'entrepreneur doit préalablement informer de son intention d'arrêt le représentant du maître d'ouvrage. Celui-ci en vertu de l'article L5424-9 du Code du travail peut s'opposer à l'arrêt du travail.

Un procès-verbal de constatation d'arrêt du travail pour intempéries est établie par le maître d'œuvre ou à défaut par le représentant du maître d'ouvrage.

Si la règle ci-dessus n'est pas observée, les journées d'intempéries ne seront pas comptabilisées dans le décompte général du délai d'exécution.

Le décompte des journées d'arrêt pour intempéries sera consigné chaque semaine sur le procès-verbal de chantier.

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, le nombre de jours d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 3 jours.

La station météorologique de référence est :

- Station météorologique de KAPPELKINGER_SAPC

Article 14 – Pénalités

14.1 – Pénalités de retard dans l'exécution des travaux

Pénalité de **cent (100) Euros** hors taxes par jour calendaire de retard d'exécution des travaux.

Les stipulations ci-dessus s'entendent pour un retard constaté par rapport au délai d'exécution fixé dans l'ordre de service. Ces sommes sont prélevées à titre définitif et de plein droit sur le paiement définitif des travaux.

La pénalité est appliquée sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable.

Il est entendu qu'il appartient toujours à l'entreprise en retard de faire preuve écrite de sa non responsabilité, chaque entreprise étant présumée responsable de son retard si elle n'apporte pas la preuve du contraire.

Pour éviter toute contestation, l'entreprise est tenue d'aviser par écrit le maître d'œuvre, au moins dix jours avant la date prévue par elle, de l'achèvement des travaux.

14.2 – Pénalité pour absence aux réunions

Si le titulaire ou son représentant ne se rend pas dans les bureaux du maître de l'ouvrage ou du maître d'œuvre ou sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis, comme précisé à l'article 2.7 du C.C.A.G-Travaux, il subit, pour toute absence constatée, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à : **cinquante (50) Euros**.

14.3 – Pénalités diverses

En cas de non-respect des obligations prévues au marché, le titulaire reçoit un avertissement du Maître d'œuvre lui indiquant les points précis de l'infraction et le délai pour y remédier.

Chaque constat de dépassement de ce délai donne lieu à l'application immédiate d'une pénalité fixée à : **soixante-quinze (75) Euros**.

Cette pénalité s'applique notamment aux cas suivants, sans exhaustivité :

- par jour de retard dans l'installation du chantier ;
- par jour de retard dans la mise en place de la signalisation de chantier ;
- par jour de retard dans la remise ou la diffusion de documents ;
- par jour de retard dans la présentation des prototypes ou échantillons de matériaux ;
- par jour de retard dans la fourniture des renseignements demandés, tels que :
 - o délais d'approvisionnement ;
 - o début d'intervention sur le chantier ;
 - o délais d'exécution proposés ;
 - o effectif échelonné dans le temps, etc...

14.4 – Pénalité pour heures d'insertion non réalisées

En cas de non-respect des heures d'insertion le titulaire se verra appliqué une pénalité de **soixante (60) Euros** par heure d'insertion non réalisée.

14.5 – Pénalité pour refus de transmission des données d’insertion

En cas d’absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l’exécution de l’action, l’entreprise subira une pénalité égale à **cent (100) Euros** par jour calendaire de retard à compter de la mise en demeure par le maître d’ouvrage.

14.6 – Pénalité contre le travail dissimulé

En cas de non-respect de l’article 4.7 du présent CCAP, le titulaire pourra subir une pénalité forfaitaire de **3%** du montant du bon de commande concerné.

Article 15 – Matériaux et Produits

15.1 – Provenance des matériaux et produits

Par dérogation à l’article 21.1 du CCAG-Travaux, les matériaux dont l'origine n'est pas imposée par le CCTP font l'objet de propositions d'agrément du titulaire au maître d'œuvre ou maître d’ouvrage.

Ces propositions d'agrément sont présentées avec les échantillons et les justifications nécessaires (notamment les fiches de contrôle internes périodiques des fournisseurs) au moins quinze (15) jours avant l'utilisation des matériaux et en temps utile pour ne pas retarder ni les études d'exécution, ni les travaux.

Le maître d'œuvre ou maître d’ouvrage, se réserve un délai de huit (8) jours pour rendre sa décision, ce délai court à partir de la date à laquelle auront été fournis tous les échantillons de fabrication et tous les renseignements propres à justifier les propositions du titulaire.

Toutefois, l'agrément définitif des matériaux est subordonné au résultat positif des épreuves de convenance, lorsqu'elles sont prévues par le CCTP.

15.2 – Qualité des matériaux

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG ou des normes concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux.

Le titulaire ne peut utiliser des matériaux d’une qualité différente qu’après avoir présenté une proposition d’agrément au maître d’œuvre ou maître d’ouvrage, au moins quinze (15) jours avant l'utilisation desdits matériaux et en temps utile pour ne pas retarder ni les études d'exécution, ni les travaux.

Le maître d'œuvre ou maître d’ouvrage, se réserve un délai de huit (8) jours pour rendre sa décision, ce délai court à partir de la date à laquelle auront été fournis tous les renseignements propres à justifier les propositions du titulaire.

Les prix correspondants ne sont modifiés que si l’autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l’application de prix nouveaux.

15.3 – Vérifications qualitatives et épreuves

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières, ainsi que les modalités correspondantes.

15.4 – Vérifications quantitatives

Le titulaire fournira, lors de la présentation de sa demande de paiement, toutes les lettres de voiture.

Article 16 – Implantation des ouvrages – Marquages Piquetages

16.1 – Implantation des ouvrages

Le plan d'implantation des ouvrages est établi par le titulaire et doit être validé par le maître d'ouvrage dans les quinze jours suivant sa remise..

16.2 – Marquages - Piquetages

Comme indiqué dans les documents (CCTP, BPU) du présent marché, le titulaire est responsable de la réalisation des marquages piquetages et de leur maintien pendant toute la réalisation des travaux.

Le titulaire a la responsabilité exclusive des erreurs matérielles de nivellement et de piquetage.

Le titulaire doit rechercher les emplacements exacts des ouvrages souterrains.

16.3 – Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

(Dérogation à l'article 27.3. du CCAG)

Pour les travaux à effectuer dans l'emprise chantier, il sera fourni au titulaire les plans des ouvrages et canalisations existants. Les informations qui y figurent sont indicatives et non contractuelles. Le titulaire s'assurera de l'exactitude de ces documents par toutes les investigations complémentaires qu'il jugera opportun de réaliser. Ces investigations sont à ses frais exclusifs.

Le piquetage spécial est effectué par un géomètre expert pour le compte et aux frais du titulaire, dans les mêmes conditions que le piquetage général.

Si des ouvrages souterrains ou enterrés non repérés par le piquetage spécial sont découverts en cours d'exécution des travaux, le titulaire en informe par écrit le maître d'œuvre; il est alors procédé contradictoirement à leur relevé.

Le titulaire doit, en outre, surseoir aux travaux adjacents jusqu'à décision du maître d'œuvre, prise par ordre de service, sur les mesures à prendre.

Article 17 – Préparations des travaux

17.1 – Période de préparation

Le marché prévoit une période de préparation notifiée par ordre de service.

Dans le cadre de la période de préparation, le titulaire :

- établit le projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires, et le plan général de sécurité ;
- établit et remet au maître d'œuvre, au maître d'ouvrage et à l'exploitant, les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier nécessaires pour le début des travaux :
 - les plans d'ensemble à l'échelle 1/200ème sur lesquels figurent :
 - les cotes du terrain fini et des chaussées,
 - les canalisations avec leurs diamètres et la cote de leur fil d'eau
 - les réseaux électriques et les points d'éclairage,
 - les ouvrages projetés avec leurs cotes de niveau,
 - les aménagements paysagers et les plantations,
 - l'étude des mouvements de terre,

- met en place le panneau de chantier ;
- met en place les installations de chantier ;
- établit les raccordements provisoires nécessaires au chantier (eau potable, assainissement, électricité, téléphone, etc.) ;
- établit les premières demandes d'agrément de matériaux et de matériels ;
- établit et soumet au visa du maître d'œuvre les plans d'exécution nécessaires à l'ouverture du chantier ;
- présente, à la signature du maître d'ouvrage, toute demande d'autorisation administrative particulière, relative au chantier, qui pourrait être requise.

Le maître d'œuvre, après avoir :

- visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation et qui conditionnent le démarrage des travaux ;
- avise par écrit le maître d'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie au titulaire du marché l'OS de démarrage de la phase travaux.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la durée de la période de préparation est fixée dans l'acte d'engagement.

Ce délai est soit imposé par le maître d'ouvrage, soit proposé par l'entreprise, selon les spécifications de l'acte d'engagement.

17.2 – Programme d'exécution – Calendrier d'exécution

Le programme d'exécution des travaux précise notamment les matériels et les méthodes qui seront utilisés et le calendrier d'exécution des travaux. Le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires est annexé à ce programme.

Dans le cas de titulaires groupés conjoints, le programme d'exécution doit indiquer les dispositions prévues par le mandataire pour assurer la coordination des tâches incombant aux autres titulaires.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG Travaux, le programme d'exécution des travaux est soumis au visa du maître d'œuvre au plus tard 20 jours après le début de la période de préparation. Ce visa ne diminue en rien la responsabilité du titulaire.

L'absence de visa ne saurait faire obstacle à l'exécution des travaux.

17.3 – Gestion de la qualité

Le maître d'ouvrage pourra demander, à ses frais, la réalisation d'un contrôle extérieur des ouvrages réalisés. Le titulaire devra donner accès à ses ouvrages au contrôleur extérieur.

Article 18 – Etudes d'exécution

18.1 – Documents fournis par le titulaire

Le titulaire établit d'après les pièces contractuelles du marché, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages.

À cet effet, le titulaire fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs de stabilité et de résistance.

S'il reconnaît une erreur dans les documents de base fournis par le maître d'ouvrage, il doit le signaler immédiatement par écrit au maître d'œuvre.

Les plans d'exécution sont cotés avec le plus grand soin et doivent nettement distinguer les diverses natures d'ouvrages et les qualités de matériaux à mettre en œuvre.

Ils doivent définir complètement, en conformité avec les spécifications techniques figurant au marché, les formes des ouvrages, la nature des parements, les formes des pièces dans tous les éléments et assemblages, les armatures et leur disposition.

Les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les soins ou à la diligence de le titulaire sont soumis à l'approbation du maître d'œuvre, celle-ci pouvant demander également la présentation des avant-métrés.

Le titulaire ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu l'approbation ou le visa du maître d'œuvre sur les documents nécessaires à cette exécution.

18.2 – Documents fournis par le maître d'œuvre

Le titulaire a l'obligation de vérifier, avant toute exécution, que les documents transmis le maître d'œuvre ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions qui sont normalement décelables par un homme de l'art ; s'il relève des erreurs, omissions ou contradictions, il doit les signaler immédiatement au maître d'œuvre par écrit.

18.3 – Plans guides

Chaque ouvrage fait l'objet d'un plan guide précisant notamment :

- toutes les caractéristiques dimensionnelles du génie civil, à l'exception des épaisseurs de béton si celles-ci doivent être déterminées dans la phase "plans d'exécution" ;
- les caractéristiques dimensionnelles de matériels d'équipement ;
- la position et les dimensions des réservations à prévoir, des gaines à poser, etc.

Ce plan guide est soumis, en 1 exemplaire, au visa préalable du maître d'œuvre.

Les observations du maître d'œuvre sont notifiées au titulaire dans un délai de dix (10) jours.

Après mise au point avec le maître d'œuvre d'une version définitive, 2 exemplaires (deux) sont transmis au maître d'œuvre pour visa ; 1 (un) d'entre eux est visé et retourné au titulaire, et sert de base à l'établissement des plans d'exécution.

Un exemplaire du plan guide définitif est transmis par le titulaire au maître d'ouvrage.

Le titulaire est tenu d'apporter, à ses frais, toutes les modifications demandées par l'un de ces intervenants.

18.4 – Plans d'exécution

Les plans d'exécution en 1 exemplaire (un), accompagnés de 1 exemplaire (un) des notes de calculs, sont présentés au maître d'œuvre au plus tard trois (3) semaines avant le début prévisionnel des travaux, tel qu'il ressort du programme d'exécution éventuellement mis à jour.

Les observations du maître d'œuvre et du contrôle technique sont notifiées au titulaire dans un délai de dix (10) jours

Après mise au point, 2 exemplaires (deux) des plans d'exécution sont transmis au maître d'œuvre pour visa (un (1) d'entre eux est visé et retourné au titulaire).

Aucun ouvrage ne fait l'objet d'un début de réalisation tant que les plans d'exécution ne sont pas visés par le maître d'œuvre.

18.5 – Echantillons - Notices techniques - P.V. d'agrément

Le titulaire du marché présentera au maître d'œuvre, pendant la phase de préparation, une liste de matériaux et matériels qu'il se propose de mettre en œuvre. Le maître d'œuvre indiquera sur cette liste les positions pour lesquelles le titulaire devra présenter une demande d'agrément.

Celle-ci comportera les éléments suivants :

- Matériels et équipement :
 - Description du matériel,
 - Type et marque,
 - Fournisseur,
 - Liste de références récentes (moins de 3 ans).
- Matériaux :
 - Type de matériaux et classification,
 - Fournisseur,
 - Certificats de qualité / agrément divers

Le maître d'œuvre donnera sa réponse au plus tard dix (10) jours ouvrables après la date de réception de la demande.

En cas de mise en œuvre de matériels et matériaux non agréments, l'entreprise se verra contrainte au remplacement des pièces et matériaux non agréments, à ses frais exclusifs.

Article 19 – Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier

19.1 – Lieux de dépôts des déblais en excédent

Le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin comme lieu de dépôt des déblais en excédent. **Aucun emplacement n'est mis à disposition par le maître d'ouvrage.**

19.2 – Sécurité et hygiène du chantier

Le titulaire prendra toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée.

Les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié ; ils doivent être éclairés et, au besoin, gardés.

Article 20 – Dégradations et dommages

20.1 – Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34 du CCAG Travaux, si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge en est due en totalité par le titulaire.

20.2 – Dommages

Le titulaire est seul responsable des désordres, dégradations ou préjudices quelconques qui, du fait ou à l'occasion des travaux, pourrait être causés aux tiers, et s'engage à garantir le maître d'ouvrage contre les actions ou réclamations qui pourraient être dirigés contre lui de ce chef

Article 21 – Réception

Le Maître d'ouvrage réceptionne les travaux qu'il a commandés lorsque ceux-ci sont totalement terminés.

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG-Travaux et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

21.1 – Garanties contractuelles

La date de réception portée sur le procès-verbal correspondant est le point de départ:

- de la garantie de parfait achèvement ;
- de la garantie de bon fonctionnement ;
- de la garantie décennale.

21.2 – Garanties particulières

Si le titulaire propose d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, il garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue du(des) matériau(x) (et) fourniture(s) mis en œuvre sur sa proposition pendant le délai de cinq (5) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) (et) fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le(les) remplacer à ses frais sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, par le (les) matériaux(x) (et) fourniture(s) prévu(s) en solution de base.

Garanties particulières sur les voiries

Le titulaire garantit la bonne tenue de l'ensemble des voiries pendant un délai de cinq (5) ans, à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Garanties particulières de reprise sur les plantations et semis

Le titulaire garantit la bonne reprise des plantations et semis pendant un délai de deux (2) ans, à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Article 22 – Résiliation du marché

Outre les cas de résiliation visés à l'article 50 du CCAG-Travaux, le défaut de production, après mise en demeure restée infructueuse :

- des attestations d'assurances visées à l'article 6 du présent CCAP ;
- des documents visés à l'article 4.7 du présent CCAP ;

Pourra entraîner la résiliation du marché sans indemnité, au frais et risques du titulaire.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de résiliation.

Article 23 – Litige

Tout litige résultant de l'exécution du présent marché ou de l'interprétation de ses clauses sera porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 24 – Dérogations au CCAG Travaux

L'Article 4.1 déroge à l'article 3 du C.C.A.G.

L'Article 4.6 déroge à l'article 3.8.2 du C.C.A.G.

L'Article 5.1 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.

L'Article 7 déroge à l'article 7 du C.C.A.G.

L'Article 8.2 déroge à l'article 8.1.2 du C.C.A.G.

L'Article 9.3 déroge à l'article 9.4 du C.C.A.G.

L'Article 10.1 déroge à l'article 12.1 du C.C.A.G.

L'Article 11.2 déroge à l'article 10.1 du C.C.A.G.

L'Article 12 déroge à l'article 20.1 du C.C.A.G.

L'Article 13.2 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G.

L'Article 14 déroge à l'article 19 du C.C.A.G.

L'Article 15.1 déroge à l'article 21.1 du C.C.A.G.

L'Article 16.3 déroge à l'article 27.3 du C.C.A.G.

L'Article 17.1 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G.

L'Article 17.2 déroge à l'article 28.2 du C.C.A.G.

L'Article 19.1 déroge à l'article 31.2 du C.C.A.G.

L'Article 20.1 déroge à l'article 34.1 du C.C.A.G.

L'Article 21.2 déroge à l'article 44 du C.C.A.G.

L'Article 22 déroge à l'article 50 du C.C.A.G.

A

Le

Lu et approuvé.
Signature et cachet de l'entreprise

ANNEXE N°1 AU PRESENT CCAP - CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

TABLEAU DES HEURES D'INSERTION A REALISER DANS LE CADRE DE CE MARCHE

LIBELLE DE LA RUBRIQUE	NOMBRE D'HEURE D'INSERTION A REALISER
Secteur Albestroff - Insming	350 heures

L'ENGAGEMENT D'INSERTION (1)

Je soussigné(e),

Nom du signataire : _____

Prénom : _____

Qualité : _____

DECLARE avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et de son annexe n°1, et notamment des dispositions relatives à l'action obligatoire d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

M'ENGAGE, si je suis déclaré attributaire du présent marché comportant une obligation d'insertion, à :

- réserver, dans l'exécution du marché concerné, un nombre d'heures d'insertion, sur la durée du chantier, au moins égal à celui indiqué dans cette annexe du cahier des clauses administratives particulières ;
- à prendre contact avec le référent clause d'insertion désigné dans le CCAP, afin de préciser les modalités de mise en œuvre de la clause ;
- à fournir à la communauté de communes du Saulnois, ou à la Maison de l'emploi du Sud Mosellan et dans le délai qui me sera imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion.

Pour le titulaire
(Signature et cachet)